

STATUTS DE L'UFR DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

Article 1^{er}. – L'unité de formation et de recherche « Droit et Science politique » de l'Université Lumière-Lyon 2 a pour objet l'enseignement, la recherche et la formation continue dans les domaines du droit et des sciences politiques, administratives, et sociales.

Elle porte la dénomination de « Faculté de Droit et Science politique ».

Article 2. – L'UFR de Droit et Science politique apporte son concours aux activités des équipes de recherche reconnues, rattachées à l'Université Lumière-Lyon 2, conduisant des projets de recherche dans le domaine des sciences juridiques, politiques, administratives et sociales.

Article 3. – Les organes de l'unité de formation et de recherche sont le Conseil de l'UFR, organe délibérant, et le Directeur, élu par ce Conseil.

Le Directeur de l'unité de formation et de recherche porte le titre de Doyen.

Article 4. – Le Conseil de l'UFR est composé de 25 membres répartis de la manière suivante :

- dix représentants élus des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs dont :
 - cinq du collège A ;
 - cinq du collège B ;
- six représentants élus des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation continue diplômante ;
- trois représentants élus des personnels BIATSS (de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, de service et de santé) ;
- six personnalités extérieures :
 - un représentant de la Chambre régionale des huissiers de justice de la Cour d'appel de Lyon ;
 - un représentant du Barreau de Lyon ;
 - un représentant du Conseil de la Communauté urbaine de Lyon ou de l'entité lui succédant ; ou d'une administration d'Etat ou de l'administration des collectivités territoriales ;
 - trois personnalités qualifiées choisies parmi les membres des juridictions et les acteurs de la vie économique désignées par le conseil de l'UFR à titre personnel ;

Article 5. – Les élections sont organisées conformément aux articles L719-1 et L719-2 du code de l'éducation et des dispositions réglementaires prises pour leur application.

Article 6. – Pour l'élection de leurs représentants, les étudiants et les personnes bénéficiant de la formation continue diplômante sont regroupés dans un collège unique.

Article 7. – La durée du mandat des membres du Conseil est de deux ans pour les représentants des étudiants et de quatre ans pour les autres membres.

Article 8. – Le Directeur de l'équipe de recherche participe aux séances du Conseil avec voix consultative, sauf s'il en est membre élu.

Le Doyen et le Chef des services administratifs et financiers de l'UFR ou son représentant participent aux séances du Conseil avec voix consultative, s'ils n'en sont pas membres élus.

Article 9. – Le Doyen est élu par le Conseil de l'UFR. Son mandat, dont la durée est de cinq ans, est renouvelable une fois. Il est désigné, au scrutin majoritaire à deux tours, parmi les enseignants-chercheurs, les enseignants ou les chercheurs en fonction dans l'UFR, qui participent à l'enseignement.

Article 10. – En cas de démission ou d'empêchement définitif constaté par le Conseil, celui-ci procède à l'élection d'un nouveau Doyen, dans le délai d'un mois. Ce délai est suspendu pendant la durée des congés universitaires. Jusqu'à l'élection du nouveau Doyen, un administrateur provisoire désigné par le Président de l'Université assure la gestion de l'UFR.

En cas d'empêchement temporaire, le Président de l'Université pourra, selon les circonstances et la durée prévisionnelle de l'empêchement accorder une délégation de signature à un enseignant membre du Conseil pour permettre la continuité de la gestion de l'UFR.

Article 11. – Le Conseil de l'UFR règle par ses délibérations les affaires de l'UFR de Droit et Science politique. Il est réuni au moins deux fois au cours de chaque semestre universitaire.

Le Conseil de l'UFR définit la politique générale de l'UFR dans le respect des orientations prioritaires arrêtées par l'Université Lumière-Lyon 2. Il vote et modifie le budget de l'UFR.

Le Conseil de l'UFR se prononce en particulier sur :

- l'organisation et le contenu des formations délivrées au sein de l'UFR
et les modalités des contrôles des connaissances conduisant à la délivrance des diplômes avant leur approbation par la commission de la formation et de la vie universitaire ;
- les demandes relatives aux créations et modifications d'emploi d'enseignants titulaires ;
- les demandes formulées par l'UFR concernant les enseignants invités.

Statuant en formation restreinte aux enseignants, le Conseil de l'UFR est consulté sur les décisions individuelles d'attribution de services des enseignants-chercheurs arrêtées en application de l'article 7 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant notamment les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs. Il se prononce, dans la même formation, sur les demandes formulées par les enseignants titulaires quant à leur position statutaire.

En formation plénière, le Conseil de l'UFR siège valablement si la majorité de ses membres en exercice sont présents ou représentés.

L'ordre du jour et le relevé des décisions du Conseil de l'UFR sont publiés par voie d'affichage.

Article 12. – Tout membre du Conseil de l'UFR peut s'y faire représenter en donnant procuration à un autre membre. Aucun membre siégeant au Conseil ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Article 13. – Le Conseil délibère par bulletin secret sur les questions de personne. Il délibère également par bulletin secret lorsqu'il le décide à la majorité simple des membres présents, sur la demande de l'un de ses membres.

Article 14. – Le Doyen dirige l'UFR. Il propose au Conseil de l'UFR les orientations stratégiques.

Il assure la gestion administrative et financière de la composante et prépare et exécute les décisions du Conseil de l'UFR.

Article 15. – Le Doyen convoque et préside le Conseil de l'UFR. Le Conseil est réuni de plein droit sur proposition d'un quart de ses membres.

Article 16. – Un règlement intérieur arrête, en tant que de besoin, les dispositions nécessaires à l'application des présents statuts. Il est adopté ou modifié par le Conseil de l'UFR, statuant à la majorité absolue de ses membres.

Article 17. – Les statuts de l'UFR sont déterminés et révisés par le Conseil de l'UFR, statuant à la majorité absolue de ses membres en exercice. Les statuts ne deviennent exécutoires qu'à compter de leur approbation par le Conseil d'administration de l'Université statuant à la majorité absolue de ses membres en exercice.

